

Les allemands renvoient dos-à-dos Sarkozy et Hollande : Changer les statuts de la BCE ? Ce sera NEIN !



Le gouvernement allemand vient [d'exprimer sa « conviction profonde que la BCE exerce son mandat de manière totalement indépendante de la politique »](#). M. Steffen Seibert, porte-parole de la chancelière Angela Merkel, a précisé que « cette conviction est connue à Paris ».

Cette déclaration solennelle des autorités de Berlin coupe ainsi court immédiatement à la fois :

- a)- à [la déclaration de Nicolas Sarkozy](#), qui a lancé hier dimanche 15 avril place de la Concorde, qu'il souhaitait, une fois réélu, rouvrir le débat sur la Banque centrale européenne et son rôle dans le soutien de la croissance en Europe.
- b)- et à la même idée, déjà évoquée avant lui, par François Hollande.

[M. Seibert a d'ailleurs laissé entendre](#) qu'il s'agissait d'un débat archi-connu et tranché depuis belle lurette, puisqu'il a précisé que « l'Allemagne et la France avaient toutes les deux à cœur une croissance pérenne en Europe. Nous sommes d'accord avec le gouvernement français sur les objectifs. » Ce sont les termes diplomatiques déjà maintes fois utilisés en pareille circonstance, et notamment lors du précédent de 1997.

COMMENTAIRES

Les européistes français, qui n'ont que le prétendu « moteur franco-allemand » à la bouche, passent leur temps à refuser tout débat de fond sur l'euro et sur l'UE, en diabolisant ceux qui veulent sortir de l'euro comme étant des « nationalistes ». C'est d'ailleurs le mot utilisé une nouvelle fois, hier, par Sarkozy dans son discours place de la Concorde.

Cet amalgame est rendu possible, comme d'habitude, par le Front National, dont l'ultra-médiatisation n'a pas d'autre but.

Mais, chose ô combien paradoxale, ce sont ces mêmes européistes qui ne cessent de critiquer implicitement ou explicitement l'Allemagne, et de faire porter aux Allemands la responsabilité du drame de l'euro. Au train où vont les choses, ce sont les européistes qui nous entraînent dans un conflit de plus en plus grave avec l'Allemagne.

Pourtant, la responsabilité de cette erreur historique monumentale qu'est l'euro ne saurait être reportée sur l'Allemagne seule.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Comme nous l'ont confirmé définitivement les documents déclassifiés de l'administration américaine à l'été 2000, ce sont les Américains qui ont exigé la création d'une monnaie commune européenne, et cela dès le milieu des années 60. On se rapportera pour cela à l'article du [Daily Telegraph du 19 septembre 2000](#) :

« Une note émanant de la Direction Europe, datée du 11 juin 1965, conseille au vice-président de la Communauté Économique Européenne, Robert Marjolin, de poursuivre de façon subreptice l'objectif d'une union monétaire. Elle recommande d'empêcher tout débat jusqu'au moment où "l'adoption de telles propositions serait devenue pratiquement inévitable" ».

L'objectif poursuivi par le gouvernement américain avec cette monnaie commune était de ligoter davantage encore les États d'Europe dans un attelage absurde, que seul Washington aurait l'influence et la capacité de diriger en sous-main.

En outre, les principaux artisans de cette idée géniale qu'est l'euro ont d'abord été des dirigeants français, caractéristiques de ce qu'a de pire notre histoire nationale : des dirigeants vaniteux et superficiels, jouant de façon irresponsable avec des grandes idées dont ils refusent de voir les conséquences concrètes, dédaigneux de nos intérêts nationaux, méprisant les souffrances populaires : Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand, Jacques Delors, Jacques Chirac, Lionel Jospin, Jean-Claude Trichet, entre autres, portent la première responsabilité du désastre en cours.

Tous ceux qui ont appelé à voter Oui au référendum du 20 septembre 1992 sur le traité de Maastricht créant l'euro portent également une responsabilité majeure : c'est le cas, notamment, de Nicolas Sarkozy, François Hollande et Jean-Luc Mélenchon.

La germanophobie de ces irresponsables fait penser à la mauvaise foi d'un mauvais joueur, qui a convié d'autres joueurs à jouer à un jeu et qui, constatant maintenant qu'il est en train de perdre, commence à insulter les autres joueurs.

L'erreur est d'avoir voulu jouer à ce jeu.

Cette germanophobie latente de nos dirigeants est d'autant plus injuste que l'Allemagne est loin d'être le seul pays qui refuse d'admettre le point de vue français :

- les Pays bas, la Finlande, le Luxembourg, l'Autriche feront bloc derrière l'Allemagne pour refuser toute modification réellement significative des traités européens sur les pouvoirs de la BCE,

- et l'on peut prévoir que le Royaume-Uni, le Danemark et la Suède les soutiendront aussi, quoi que n'ayant pas adopté l'euro eux-mêmes.

CONCLUSION

Quoi qu'il en soit, la réaction du gouvernement de Berlin de ce jour prouve que nous sommes dans une situation à peu près comparable à celle qui avait prévalu pendant la campagne pour les élections législatives de 1997.

Rafraîchissons les mémoires, notamment celles de nos lecteurs les plus jeunes.

En mai-juin 1997, pendant la campagne électorale provoquée par la dissolution de l'Assemblée nationale, M. Jospin et le PS avaient promis, juré, craché, qu'une fois parvenus au pouvoir, ils exigeraient une réforme complète des critères de Maastricht. Ils avaient assuré à qui voulait l'entendre qu'on allait voir ce qu'on allait voir, que la France taperait du poing sur la table, et qu'elle obtiendrait une réorientation de la construction européenne vers plus de croissance, plus d'emplois et plus de justice sociale... Déjà !

C'était il y a 15 ans.

En réalité, les Allemands avaient déjà précisé, bien avant le scrutin français, qu'il était hors de question de modifier d'un iota les critères de Maastricht. Mais quiconque s'avisait de le faire remarquer au PS à l'époque se faisait taxer de pusillanime et de défaitiste.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Le résultat de cette mascarade est connu : quelques semaines après avoir remporté les législatives et avoir été nommé à Matignon, Lionel Jospin fit avec Jacques Chirac le voyage d'Allemagne. Nos deux pieds-nickelés y entendirent, de la bouche du Chancelier Kohl, ce que tout le monde savait déjà, à savoir que Berlin refusait toute modification des traités.



Pour faire joli, et d'un commun accord, on publia un communiqué lénifiant, du même genre que les propos du porte-parole d'Angela Merkel d'aujourd'hui, pour assurer que la croissance et l'emploi étaient des choses assurément très importantes...



Il ne resta plus alors à notre Premier ministre socialiste que d'aller sur TF1, la queue basse, expliquer aux Français que les Allemands, hélas, ne voulaient rien entendre, mais qu'ils avaient néanmoins promis qu'un accent plus attentif serait porté aux questions de croissance et d'emplois...

A l'évidence, c'est une réédition de cette nouvelle mascarade pour enfumer les Français que François Hollande et Jean-Luc Mélenchon (ou Sarkozy si c'était lui qui devait être réélu) ont prévue pour cet été.

Ce scénario est non seulement honteux d'un point de vue moral et minable d'un point de vue politique. C'est aussi un scandale d'un point de vue économique et social. Car la conséquence de ce refus de sortir de l'euro et de l'UE, c'est l'acceptation passive d'une remise en cause de plus en plus grave de notre liberté, de notre niveau de vie et

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
de tous nos acquis sociaux.